

Faire mémoire du roi. Le testament de Robert et son application en Provence

Jean-Paul BOYER

Enquêtant sur les assemblées d'États entre milieu du ^{xiv}^e siècle et ^{xv}^e siècle, Michel Hébert en a prouvé l'apport au « théâtre » des monarchies. Celui-ci se développait dans l'apparat des séances comme dans les discours échangés ou dans les informations livrées aux participants. Comprenons que ces réunions n'offraient pas un pur spectacle, mais qu'elles affirmaient et diffusaient des convictions. Michel Hébert a souligné ainsi l'importance d'un socle spirituel et intellectuel dans la concertation nécessaire du trône avec les sujets. Il l'a fait, en particulier, pour la Provence des deux dynasties capétiennes de Sicile-Naples, surnommées « angevines¹ ».

En portant sur la mémoire du roi Robert (1309-1343) organisée en Provence à sa mort, le présent article souhaite rendre hommage à cette vigilance pour une idéologie qui ne cesse de révéler sa centralité. Il désire encore s'articuler avec les leçons dégagées par Michel Hébert. L'étude s'arrête, pour une large part, sur une période précédant la plénitude des assemblées représentatives, et elle affronte la question idéologique sous un autre angle. Elle se place cependant au cœur du modèle général promu par les monarchies angevines.

Des recherches pionnières de Noël Coulet ont ainsi établi, toujours pour la Provence, les expressions publiques d'une sacralisation du monarque et d'une communion des dévotions, entre souverain et sujets, au long des deux derniers siècles au moins du Moyen Âge². Ces manifestations s'entaient elles-mêmes sur des valeurs et des pratiques qui les dépassaient, et dont le *continuum* partait de Charles 1^{er} (1246-1285)

¹ M. HÉBERT, « Le théâtre de l'État : rites et discours dans les assemblées provençales de la fin du Moyen Âge », *Réflexions historiques*, 19, 1993, p. 267-278 ; Id., *Parlementer. Assemblées représentatives et échange politique en Europe occidentale à la fin du Moyen Âge*, Paris, De Boccard, 2014 ; Id., « *Rex tuus venit tibi iustus*. Un sermon méconnu de Pierre IV d'Aragon (Cagliari, 1355) », dans N. COULET et Th. PÉCOUT (dir.), *Hommage à Jean-Paul Boyer. Provence historique*, 64, 2014, p. 457-472.

pour culminer avec Robert. Avec lui, une « foi monarchique » et une piété ou une religiosité partagées, déjà bien ancrées, s'associaient pleinement à un idéalisme, au sens spéculatif, et à des prétentions savantes qui s'étendaient du droit à la philosophie et jusqu'à la théologie. Ce programme avoué, qui requerrait les gouvernés de s'associer à leur maître, embrassait le monde angevin³.

Il ne se résumait pas dans quelques « bigoteries » pour le décès de Robert, appliquées sur un territoire limité ; mais les mesures adoptées ne pouvaient qu'intégrer ce système de valeurs. Elles résultaient des volontés du roi exprimées dans son testament du 16 janvier 1343, peu avant sa mort le 20 de ce mois⁴. Les circonstances invitaient à un bilan. Le roi en exprimait la pleine conscience dans ses ultimes volontés, occasion selon lui d'une prudente distribution de ce qu'il avait reçu « pour louer le nom du Seigneur⁵ ». Pour issue de cette mise en ordre, les oraisons qui monteraient vers Dieu devenaient un apurement des comptes, disposé entre passé et avenir.

² Principaux travaux en la matière repris dans N. COULET, *Rites, histoires et mythes en Provence*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2012, p. 5-81.

³ J. -P. BOYER, « La "foi monarchique" : royaume de Sicile et Provence (mi-xiii^e-mi-xiv^e siècle) », dans P. CAMMAROSANO (dir.), *Le forme della propaganda politica nel Due e nel Trecento. Actes du colloque international de Trieste, 2-5 mars 1993*, Rome, École française de Rome, 1994 (Collection de l'École française de Rome, 201), p. 85-110 ; Id., « Prédication et État napolitain dans la première moitié du xiv^e siècle », *L'État angevin. Pouvoir, culture et société entre xiii^e et xiv^e siècle. Actes du colloque international de Rome-Naples, 7-11 novembre 1995*, Rome, École française de Rome, 1998 (Collection de l'École française de Rome, 245), p. 127-157 ; Id., « Le droit civil entre *Studium* et cour de Naples. Barthélemy de Capoue et son cercle », dans J. -P. BOYER, A. MAILLOUX et L. VERDON (dir.), *La justice temporelle dans les territoires angevins. Actes du colloque international d'Aix-en-Provence, 21-23 février 2002*, Rome, École française de Rome, 2005 (Collection de l'École française de Rome, 352), p. 47-82 ; Id., « Processions civiques et prédication à Naples. Première moitié du xiv^e siècle », dans J. -P. BOYER, A. MAILLOUX et L. VERDON (dir.), *Identités angevines. Entre Provence et Naples, xiii^e-xv^e siècle*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2016, p. 133-166.

⁴ É. -G. LÉONARD, *Histoire de Jeanne 1^{re}, reine de Naples, comtesse de Provence*, Monaco, Imprimerie Monaco-Paris, Picard, 1932-1936, t. 1, p. 227.

⁵ Archives départementales des Bouches-du-Rhône [désormais AD13], B 528, acte du 27 janvier 1343 (*Ut ejus anime ad confitendum nomini Domini de carcere feliciter educende crediti sibi talenti dispensatione provida consulat [...], suum ultimum condidit testamentum*).

La mise en place, par suite, d'un réseau de prières et sa sauvegarde ressortent d'un *corpus* que les indications, à gros traits, de Marie-Hyacinthe Laurent ont permis de collecter⁶. Certainement partiel, le dossier rassemble néanmoins dix pièces⁷. Avec *vidimus* ou renvois, elles livrent ou mentionnent trente-sept textes, dont vingt-six distincts. Ces totaux assurent de l'intérêt qui fut accordé à la question. Ils ont convaincu d'examiner les sources repérées, et d'éditer les deux plus notables en annexe. La complexité de l'ensemble conseille d'analyser les étapes dans la réception des volontés du défunt, avant d'évaluer leurs objectifs profonds.

Interpréter les volontés du défunt

La cour angevine destinait à l'administration aixoise un *vidimus* du testament de Robert dressé dès le 27 janvier 1343, à une semaine donc de la disparition du roi, sur la demande et en présence de sa veuve, Sancia († 1345), dans le Castel Nuovo de Naples. C'était la meilleure copie imaginable⁸. Elle continue d'ailleurs d'offrir, bien qu'endommagée, une version certaine du texte initial, pour corriger ou compléter les éditions disponibles⁹. Cet indice annonçait une vive considération pour les volontés de Robert, qui touchaient la Provence.

Ses instructions la concernant, quant aux liturgies funéraires, faisaient bientôt l'objet de résolutions expresses du gouvernement central.

⁶ M.-H. LAURENT, *Le culte de s. Louis d'Anjou à Marseille au XII^e siècle*, Rome, Edizioni di Storia e Letteratura, 1954, n° 46, p. 93-95.

⁷ AD13, B 529, acte du 31 octobre 1348 (doc. 1), acte du 31 octobre 1349 (doc. 2), et acte du 17 novembre 1349 (doc. 3, édition partielle en annexe 2) ; B 530, acte du 23 mai 1346 pour Durand *Albane* (doc. 4, édition en annexe 1), et acte du 23 mai 1346 pour les franciscains d'Hyères (doc. 5) ; B 531, acte du 4 décembre 1345 (doc. 6) ; B 8, fol. 62-63 (doc. 7) et fol. 63-64 (doc. 8) ; *Journal de Jean Le Fèvre, évêque de Chartres*, 8-9 novembre 1387, H. MORANVILLE (éd.), t. 1, Paris, 1887, p. 460 (doc. 9) ; M.-H. LAURENT, *Le culte de s. Louis...*, *op. cit.*, n° 46, p. 93-95 (doc. 10). Par la suite, les références se font aux numéros d'ordre de ces pièces ou des annexes.

⁸ AD13, B 528, acte du 27 janvier 1343.

⁹ J. Ch. LÜNIG (éd.), *Codex Italiae diplomaticus*, t. 2, Francfort-Leipzig, Haeredes Lanckisianorum, 1726, n° 2/82, col. 1101-1110 (édition lacunaire et fautive, d'après un registre de la chambre des comptes d'Aix) ; M. FALQUE, *Étude des procès et contestations sur la propriété du Rhône et de la ville d'Avignon*, Montpellier, Imprimerie générale du Midi, 1908, n° 7, p. 117-121 (édition partielle).

Il les adressait à deux reprises au sénéchal en charge des comtés de Provence et de Forcalquier et à ses successeurs. De premières prescriptions se rédigeaient le 4 septembre 1343. Elles se voyaient corrigées et, surtout, parfaites au 8 avril 1345¹⁰. Les lettres patentes répétaient mot à mot, dans les deux cas, les directives du testament pour signifier leur autorité :

De même, il a voulu et ordonné que, dans tous les archevêchés et chacun d'eux et dans les évêchés importants des susdits royaume et comtés de Provence et de Forcalquier, un prêtre soit mandaté [...], qui célèbre continûment pour les âmes dudit seigneur roi, de ses prédécesseurs et de ses successeurs, que l'on pourvoie [...] des aliments et autres nécessités, selon la décision de ladite dame reine [Sancia], principalement, et des autres susdits gouverneurs, comptables et administrateurs [du conseil de régence].

De même, il a voulu et ordonné que, dans tous les couvents et un par un du royaume et de Provence, l'on ordonne de faire chaque jour aux messes et aux vêpres une commémoration pour son âme et pour celles de ses dits prédécesseurs et successeurs, et que pour cela une certaine aumône soit assignée d'après la volonté de cette dame reine, en premier, et des autres gouverneurs susmentionnés.

Il était assurément sous-entendu que ces injonctions ne s'appliquaient qu'aux dates où de telles liturgies étaient autorisées. Elles s'interrompaient à l'ordinaire les jours de fête et le vendredi saint, ou plutôt s'anticipaient¹¹. Ceci admis, les consignes du roi se révélaient banales dans leur nature.

¹⁰ Annexes 1, § 3, et 2, § 3.

¹¹ JEAN BELETH, *Summa de ecclesiasticis officiis*, cap. 67, § a-b, H. DOUTEL (éd.), Turnhout, Brepols, 1976 (CCCM, 41 A), p. 125-126 et 314 ; GUILLAUME DURAND, *Rationale divinarum officiorum*, lib. VII, cap. 35, § 16-19, A. DAVRIL, Th. THIBODEAU et B.-G. GUYOT (éd.), Turnhout, Brepols, 1995-2000 (CCCM, 140, A et B), t. 3, p. 90-91.

Le premier article réclamait de ces messes des défunts, devenues le « viatique essentiel » pour les trépassés¹². Les commémorations prévues dans les églises conventuelles, en second, n'offraient rien de plus singulier. Elles trouveraient place, pour les messes, au *memento* des défunts. Le prêtre mentionnait alors, si besoin, des disparus particuliers. La mémoire prévue aux vêpres correspondait aux vêpres des défunts. De fait, « l'offices des morts commence aux vêpres¹³ ». Cette célébration attirait les fondations, comme l'indiquait le chapitre de Marseille dans la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle. Il prévoyait de publier par avance, auprès du « peuple », la liste hebdomadaire de ces anniversaires, ce qui témoignait de leur capacité à rallier des fidèles¹⁴. Le choix était donc opportun pour concentrer les prières. Là se situait bien sûr l'aspiration motrice, qui fédérait les demandes.

Dans la chrétienté, l'accumulation des suffrages pour les défunts enflait comme une vague irrésistible, qui connaîtrait d'ailleurs de nouveaux développements à partir de la peste noire¹⁵. Simultanément, le testament de Robert s'inscrivait dans le puissant élan, qui partait de Charles ⁱ^{er}, pour multiplier les intercessions à l'avantage du trône et de la dynastie, et autant pour les vivants que pour les morts. À cette fin, les Angevins sollicitaient les clercs, mais encore les laïcs. Les communautés d'habitants en venaient à devancer les désirs de la monarchie, par l'organisation spontanée de manifestations publiques, comme l'illustre spécialement le cas de Marseille dès la première moitié du ^{xiv}^e siècle¹⁶. Dans cet ensemble, fondations et cérémonies funéraires fournissaient cependant des occasions privilégiées.

¹² J. CHIFFOLEAU, *La comptabilité de l'au-delà. Les hommes, la mort et la religion dans la région d'Avignon à la fin du Moyen Âge (vers 1230-vers 1480)*, Paris, Rome, De Boccard, École française de Rome, 1980, p. 323-355.

¹³ JEAN BELETH, *Summa, op. cit.*, cap. 161, § d, p. 314 ; GUILLAUME DURAND, *Rationale, op. cit.*, lib. IV, cap. 45, § 1-6, lib. V, cap. 9, § 10, et lib. VII, cap. 35, § 14-20 et 33, t. 1, p. 491-493, t. 2, p. 110, et t. 3, p. 89-91 et 96.

¹⁴ J.-H. ALBANÈS et U. CHEVALIER (éd.), *Gallia christiana novissima*, t. 2, *Marseille*, Valence, Imprimerie valentinoise, 1899, n° 594, col. 361-362.

¹⁵ J. CHIFFOLEAU, *La comptabilité de l'au-delà...*, *op. cit.*, p. 211-356.

¹⁶ J. -P. BOYER, « «Cis donta l'orguel de Marseille» : une identité entre commune et municipalité (mi-xiii^e-mi-xiv^e siècle) », dans P. GILLI et E. SALVATORI (dir.), *Les identités urbaines au Moyen Âge. Regards sur les villes du Midi français*, Turnhout, Brepols, 2014, p. 262-270.

Il serait vain d'en tenter l'énumération. Charles 1^{er} convoquait déjà tous les Provençaux, en 1277, pour se porter « processionnellement » au devant de la dépouille de sa première épouse, Béatrice († 1267), lors de son transfert de Naples à Aix. L'invitation avait quelque chose de rhétorique, mais exprimait l'attente d'un mouvement de masse. Cette intention se confirmait, une fois encore, avec le xiv^e siècle. Les autorités imposaient, sans doute en théorie, la participation annuelle de tous les Napolitains à l'anniversaire, dans l'église franciscaine de San Lorenzo Maggiore, pour feu Catherine d'Autriche († 1323), première épouse de Charles de Calabre¹⁷. À la mort de ce dernier, en 1328, Robert enjoignait à travers le royaume et la Provence « que, dans les cathédrales, les églises paroissiales et au premier chef dans les maisons des religieux, les suffrages certes nombreux et continus de messes et d'autres prières soient offerts pendant un an au moins¹⁸ ».

Avec le règne de Robert, donc, les cultes funéraires, comme tout le climat religieux dont s'entourait la dynastie, prolongeaient un phénomène antérieur mais pour parvenir à un apogée. Les commémorations voulues pour ce roi ne s'arrêtaient même pas aux exigences massives de son testament. Ainsi avait-il laissé par ailleurs, dans des circonstances qui échappent, douze livres pour inscrire son anniversaire dans l'obituaire du chapitre cathédral d'Aix¹⁹. Pour ses dispositions testamentaires, elles dépassaient en fait les limites du réalisable, du moins selon leur lettre. Les ordonnances de septembre 1343 et d'avril 1345 ne se limitaient pas à clarifier ce que les volontés du défunt laissaient d'indéfini. Elles les révisaient à la baisse, ou paraissaient en tout cas les amputer.

Promulguées au nom de Jeanne 1^{re} (1343-1382), ces accommodations ne lui appartenaient cependant pas, alors que sa minorité

¹⁷ J. -P. BOYER, « Processions civiques... », art. cit.

¹⁸ M. STEINSCHNEIDER, « Robert von Anjou und die Jüdische Litteratur, I, Ein unedirtes Rundschreiben v. J. 1328 », *Vierteljahrsschrift für Kultur und Litteratur der Renaissance*, 1, 1886, p. 138-140 ; Th. PÉCOUT, « Des lieutenances en Provence, 1278-1328 », dans R. ALAGGIO (dir.), *Studi offerti ad Errico Cuzzo da colleghi allievi e amici*, sous presse.

¹⁹ A. CHIAMA et Th. PÉCOUT (éd.), *Les obituaires du chapitre cathédral Saint-Sauveur et de l'église Sainte-Marie de la Seds d'Aix-en-Provence*, Paris, De Boccard, 2010 (Recueil des historiens de la France, Obituaires, Série in 8°, 9), n° 261, p. 152 (la date de célébration, le 24 mars, ne correspond pas à celle du décès).

se prolongerait en pratique jusqu'en mai 1345²⁰. Comme ses lettres de 1343 en informaient, tout procédait « de l'avis, de l'arbitre et de la disposition de l'illustre dame Sancia [...], principalement, et de nos autres gouverneurs, comptables, tuteurs et administrateurs ». En conformité avec ce qu'avait prévu le testament, les décisions venaient du conseil de régence qu'il avait instauré, avec pour tête Sancia, flanquée de Philippe de Cabassole, évêque de Cavaillon et vice-chancelier du royaume, de Filippo di Sangineto, alors sénéchal de Provence, de Goffredo di Marzano, amiral du royaume, et de Charles Artus. Le 8 avril 1345, Jeanne agissait toujours « de la délibération, de la volonté et de l'assentiment de nos guides et administrateurs ». Ce comité se trouvait modifié depuis l'entrée au couvent de Sancia, mais elle l'avait redéfini en personne au 18 janvier 1344. L'on objectera que, le 28 novembre 1343, Clément VI avait invalidé le conseil de régence pour l'administration du royaume et que, depuis mai 1344, le cardinal Aymeric de Chastellux dirigeait effectivement ce territoire pour le pape. Le légat laissait pourtant une certaine latitude aux « gouverneurs et administrateurs » de la jeune reine. Avant tout, et très simplement, la Provence ne relevait pas de la tutelle pontificale²¹. Pour conclure, la lecture des dernières volontés du roi venait d'interprètes de confiance, surtout en 1343 quand le principal se résolvait. Les anticipations du défunt se respectaient davantage qu'il ne paraît d'abord.

Les résultats, quant aux fondations réalisées, recèlent certes des incertitudes²². Les corrections de 1345 déclaraient que des couvents, pourtant comptabilisés en 1343, n'existaient pas ; mais elles ne les inventoriaient pas. Elles écartaient encore les franciscains d'Embrun, comme installés en terre étrangère. Or, elles ne disaient rien des dominicains de la même cité ou de sa cathédrale, également retenus en 1343. Embrun étant toutefois siège archiépiscopal pour une part importante de la Provence, au moins son église principale relevait des requêtes les plus pressantes de Robert. Il y a peu de doute que les conseillers de Jeanne y maintinrent le prêtre prévu au départ.

Leur zèle, en effet, ne se discute guère. Il ressort au premier regard des listes fournies par les lettres de 1343 et de 1345. Leur addition, même

²⁰ É. -G. LÉONARD, *Histoire de Jeanne*^e..., *op. cit.*, t. 1, p. 392-421.

²¹ É. -G. LÉONARD, *ibid.*, t. 1, p. 214-217, 322, 333-334 et 368-369.

²² Annexe 3.

alourdie de quelques couvents imaginaires, demeure éloquente. Elle livre deux nombres assez spectaculaires. Sans les franciscains d'Embrun, quatre-vingt-une églises se recensaient, réparties entre trente localités. L'intensité des prières, destinées au feu roi et aux siens, s'accompagnait de leur diffusion. Une ou plusieurs fondations se rencontraient dans vingt des vigueries ou bailliages du pays, sur les vingt-cinq que l'on peut énumérer vers 1345, ou au maximum vingt-neuf avec les circonscriptions secondaires et la cité de Vintimille²³. Les marches de la Provence s'atteignaient : outre Embrun, Orange et Gap.

Cette densité agissait en synergie avec une sélection qui tâchait de sauver l'esprit des intentions de Robert. Au vrai, ses instructions se décalquaient plutôt fidèlement sous le rapport des archevêchés et des évêchés. Un prêtre se prévoyait, en charge d'une messe quotidienne, dans douze des dix-neuf cathédrales du pays et de ses satellites. L'absence de Forcalquier paraît ici confirmer que sa collégiale Saint-Mary n'avait pas rang de véritable cathédrale²⁴. Il est vrai que l'édifice restait modeste. Or, le testament ne parlait que d'évêchés « notables », ce qui sous-entendait des cathédrales importantes. Les principales étaient effectivement retenues, et donc les diocèses majeurs. Manquaient, de la catégorie, Gap, Orange et Vintimille, mais en périphérie (Gap et Orange n'apparaissaient que par leurs religieux). Avec en revanche Embrun aux côtés d'Aix et d'Arles, les trois archevêchés se divisant la Provence étaient bien présents, selon les désirs de Robert.

La question délicate portait cependant sur les couvents, quand le feu roi prétendait à des commémorations dans chacun. Le conseil de régence réalisait un tri judicieux. Il incluait dans la série Sainte-Marthe de Tarascon, simple prieuré de chanoines²⁵. Il s'associait tacitement au véritable établissement royal des dominicains de Saint-Maximin, gardien

²³ M.-J. BRY, *Les vigueries de Provence*, Paris, Picard, 1910, p. 63-64 et *passim* ; AD13, B 146.

²⁴ M. DUPUIS, M. VARANO et F. FLAVIGNY, « Sisteron et Forcalquier », dans Y. CODOU et Th. PÉCOUT (dir.), *Cathédrales de Provence*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2015, p. 529 et 539-542.

²⁵ C. ROUX, *Tarascon au XII^e siècle. Espace et société au temps des derniers comtes angevins de Provence (1400-1481)*, doctorat d'Histoire du Moyen Âge, Université d'Aix-Marseille I, 2004 (dactylographié), t. 2, p. 388-391.

des reliques de la Madeleine²⁶. Les deux lieux adressaient à la participation décisive des Angevins, depuis 1279 avec le futur Charles II (1285-1309), au légendaire des saints de Béthanie, central dans les croyances provençales. Les franciscains de Marseille achevaient le tableau. Leur église de Saint-Louis était le cœur des dévotions pour le propre frère, canonisé en 1317, de Robert : Louis évêque († 1297). Les ferveurs pour lui redoublaient à Marseille et en Provence. Cette vénération et celles pour les saints de Béthanie représentaient, en bref, la quintessence de la piété partagée entre les Angevins et leurs sujets provençaux. Les trois églises, au centre de ces cultes, résumaient les singuliers mérites spirituels de la dynastie. Ils devaient susciter des prières particulièrement ferventes et efficaces pour Robert et pour les siens. Elles s'étendraient des religieux, en charge des liturgies, au public²⁷.

Pôles de grands cultes « identitaires », pour le pays et pour ses gouvernants, Saint-Louis de Marseille et Sainte-Marie-Madeleine de Saint-Maximin étaient, en même temps, deux centres majeurs des religions mendiantes. Celles-ci offraient un trait d'union supplémentaire entre les Provençaux et leurs maîtres. La réputation et la solide organisation des mendiants assuraient partout leur succès et en faisaient des intercesseurs recherchés. Or, les Angevins avaient des raisons spéciales de compter sur leur appui, car ils ne cessaient de leur manifester une faveur extraordinaire depuis Charles II. Il avait beaucoup soutenu les dominicains. Robert et Sancia s'affichaient comme d'infatigables dévots de saint François. Ils revendiquaient les suffrages des mineurs au nom d'un lien particulier. Le roi appelait ainsi les franciscains de Brignoles : « nos dévoués intercesseurs²⁸ ». Jeanne désignait pareillement, plus tard, le couvent Saint-Louis de Marseille comme « notre dévoué intercesseur²⁹ ». En attendant,

²⁶ B. MONTAGNES, *Architecture dominicaine en Provence*, Paris, CNRS, 1979, p. 41-49.

²⁷ J. -P. BOYER, « Prédication à Marseille : un sermon pour Louis d'Anjou », dans Th. PÉCOUT (dir.), *Marseille au Moyen Âge entre Provence et Méditerranée*, Méolans-Revel, éd. Désiris, 2009, p. 311-318 et 347 ; Id., « Prêcher Marseille. Paroles franciscaines à l'aube du XIV^e siècle », dans J. -P. BOYER et Th. PÉCOUT (dir.), *La Provence et Fréjus sous la première maison d'Anjou, 1246-1382*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2010, p. 135-169.

²⁸ J. -P. BOYER, « La "foi monarchique" ... », art. cit., p. 105-107.

²⁹ Doc. 8, fol. 63 (voir fragment édité *infra*).

Sancia se déclarait « vraie mère » de l'ordre, prétendant veiller sur le respect de la règle et fatiguant les frères par ses demandes de prières, pour elle ou pour les siens. Elle obtenait, à cet égard, une faveur avec laquelle le testament de Robert présentait quelque analogie par les visées. Elle se voyait garantir, dès son vivant, une messe quotidienne à perpétuité dans tout l'ordre³⁰. Sa voix prépondérante, dans l'exécution des volontés de son époux, se vérifiait vite.

Elle pesait dans le faisceau de facteurs en faveur des mendiants, dont la conséquence était radicale. Au nom des couvents prévus par Robert, le conseil de régence n'élisait, hors Sainte-Marthe de Tarascon, que des communautés mendiantes. Il retenait en revanche tant carmes et augustins que dominicains et franciscains, et il entendait n'oublier aucun de leurs établissements. La révision, effectuée en 1345, le démontrait. L'on aboutissait ainsi à soixante-huit couvents (une fois écartés les mineurs d'Embrun), avec en tête les franciscains cités vingt-quatre fois. Certes, les erreurs du premier inventaire, de 1343, enflaient un peu le résultat. Le succès des mendiants au travers de l'espace provençal restait écrasant, partant l'étendue du maillage qu'ils mettaient à la disposition des Angevins³¹. Par leur dispersion, par leur discipline interne et par leur entente avec la dynastie, les ordres mendiants s'annonçaient comme les principaux relais d'une incessante commémoration du feu roi Robert et, par lui, de sa maison.

Encore fallait-il financer les prières. Chaque couvent se voyait promettre le versement, par le clavaire le plus proche, d'une « aumône annuelle » de trois onces d'or. L'expression estompait mal la réalité d'une pension. Les entorses à l'authentique mendicité étaient désormais usuelles. Les religieux restaient néanmoins soucieux des formes, y compris les dominicains réputés peu rigides sur le précepte de la pauvreté³². Sancia et son conseil entraient dans ce jeu, mais se satisfaisaient de respecter des apparences fort superficielles.

³⁰ *Chronica XXIV Generalium Ordinis Minorum*, PATRES COLLEGII S. BONAVENTURAE (éd.), Quaracchi, Typographiq Collegii S. Bonaventurae, 1897, p. 508-514.

³¹ F. GUYONNET, « Les ordres mendiants dans le sud-est de la France (XIII^e-début XVI^e siècle). Essai de synthèse sur la topographie et l'architecture des couvents (Comtat Venaissin, Provence, Languedoc oriental) », *Cahiers de Fanjeaux*, 44, 2009, p. 275-312.

³² M. MIELE, « "Per obliquum". L'espedito dei domenicani meridionali del Medioevo per conciliare proprietà e mendicità », *Napoli Nobilissima*, 67, 2010, p. 228-235.

Or, le défunt roi et son épouse comptaient parmi les amis des franciscains rigoristes. Les suites données au testament confirment qu'on ne saurait les réduire à deux Spirituels quasi fanatiques, selon la caricature de certains historiens. Sancia était pourtant la plus enflammée. La pauvreté franciscaine intégrale l'attirait, y compris à titre personnel ; mais la reine témoignait d'une disponibilité pour une expérience mendicante diversifiée, ou variait dans ses exigences. Elle se trouvait, en sus, impliquée de longue date dans les nécessités du gouvernement³³. La souplesse, face aux principes, permettait de s'appuyer sur tout le réseau mendiant et de l'intégrer uniformément aux choix de la monarchie.

Les couvents se ramenaient alors à la condition des prêtres qui se désigneraient dans les cathédrales. Ils toucheraient, toujours des clavares, de semblables prestations annuelles. Elles ne répondaient pas, pour leur part, aux critères des bénéfices ecclésiastiques³⁴. En lieu de vraies chapellenies, le conseil de régence projetait plutôt ce que les canonistes modernes nommeraient des « fondations laïcales³⁵ ». Le sénéchal de Provence parlait cependant de « chapellenie » pour l'une d'elles, en exécution des ordres reçus³⁶. Les normes du temps restaient un peu indécises ; mais la monarchie se dispensait à l'évidence des obligations habituelles³⁷.

Comme pour les couvents, elle maintenait toute l'affaire sous contrôle, pour l'immédiat et dans l'avenir, et sous le double rapport du possible et de l'efficace. La médiocre situation des prétendues chapellenies

³³ M. GAGLIONE, « Sancia d'Aragona-Maiorca tra impegno di governo e "attivismo" francescano », *Studi Storici*, 4, 2008, p. 931-985.

³⁴ J. GAUDEMET, *Église et cité. Histoire du droit canonique*, Paris, Cerf-Montchrestien, 1994, p. 489.

³⁵ P.-T. DURAND DE MAILLANE, *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*, t. 1, Paris, Desaint et Saillant, 1761, p. 264.

³⁶ Annexe 1, § 4 et 6.

³⁷ N. BÉRIOU, « Les chapellenies dans la province ecclésiastique de Reims au ^{xiv}^e siècle », *Revue d'histoire de l'Église de France*, 57, 1971, p. 227-240 ; J. AVRIL, « En marge du clergé paroissial : les chapelains de chapellenies (fin ^{xii}^e-^{xiii}^e siècles) », dans *Le clerc séculier au Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1993, p. 121-133.

dénonçait un souci général d'économie. Les fondations pieuses pèseraient, au maximum, pour deux cent quarante-trois onces par exercice sur le budget provençal. Elles dépasseraient peu ce que coûteraient les deux maîtres rationaux de la cour d'Aix selon les statuts de 1346, qui fixaient leur salaire à cent huit onces par tête³⁸. La dépense, répartie au long des années, devenait supportable. La simplicité et l'uniformité des rétributions faciliteraient, de leur côté, la mise en pratique et la surveillance. Des échéances périodiques exerceraient la vigilance de l'administration. Le mode de fonctionnement des chapellenies traduisait particulièrement l'ambition du pouvoir de garder la haute main sur ses fondations, donc sur la continuité et sur la qualité des services escomptés. Cependant, ses efforts convergeraient encore avec les intérêts des attributaires.

Une vigilance maintenue

Le système, imaginé pour obtenir le flot des prières espérées, fonctionnait. Les dix pièces d'archives, concernant l'application des dispositions de Robert, satisfaisaient des demandes présentées pour percevoir la rémunération promise. Elles restituent un minimum de vingt-quatre démarches d'ayants droit. Leur ardeur ou leur opiniâtreté ressortent de plusieurs signes encore.

Attestées par des actes impétrés dans les années 1344-1346 et 1348-1349, ces instances se multipliaient quand tout se mettait en place. D'autres intervenaient cependant jusqu'à la fin du ^{xiv}^e siècle, selon des réponses obtenues en 1376, 1387 et 1399, et une supplique non datée mais destinée à Louis II (1384-1417). Les réclamations continuaient, par conséquent, sous la seconde maison d'Anjou. Elles pressaient les divers degrés de l'autorité. Elles ne s'arrêtaient pas aux interlocuteurs ordinaires qu'étaient clavaires, vice-sénéchaux ou sénéchaux. Elles montaient jusqu'aux souverains : Jeanne I^{re}, puis Marie de Blois, veuve de Louis I^{er} (1382-1384), régente et tutrice de Louis II, avant celui-ci. Les sollicitations représentaient, enfin, un échantillon assez large des fondations prévues pour convaincre de leur réalisation, au moins en bonne part³⁹.

Durand *Albanee*, diacre mais avec la licence d'employer un substitut, recevait la charge des messes quotidiennes pour Robert dans la

³⁸ AD13, B 535, acte du 18 avril 1346, 14^e indiction.

³⁹ Doc. 1-10 et annexes 1-2.

cathédrale de Marseille dès juillet 1344⁴⁰. Les mendiants satisfaisaient à la diligence qui s'attendait d'eux. Ils démontraient leur efficacité, comme ordres structurés, quand augustins, franciscains et carmes intervenaient en bloc auprès de la cour. Ils l'informaient des erreurs commises dans ses prescriptions du 4 septembre 1343, à savoir dans la première liste de couvents. Ils dictaient les compléments du 8 avril 1345⁴¹. Outre cette action collective, le dossier réuni pour l'heure contient les revendications de huit communautés particulières. Il groupe les mineurs, les prêcheurs et les augustins de Grasse⁴². Apparaissent jusqu'aux carmes du couvent reculé et isolé de Trévans⁴³. S'ajoutent les dominicains de Saint-Maximin, et les franciscains d'Hyères, d'Aix et de Marseille⁴⁴.

Les mineurs de cette cité accentuaient même, avec le temps, leur action en mémoire de Robert. D'après les indications données en 1376 et en 1399, ils n'assuraient plus les simples commémorations prévues par le testament. Ils célébraient des messes hautes pour le disparu⁴⁵. Premiers responsables du culte rendu à saint Louis évêque, ils ne représentaient pas pour les Angevins des religieux ordinaires. Leur zèle pour Robert complétait leur rôle de protagonistes des dévotions dynastiques. Ils n'en soulignaient pas moins les attentes des deux monarchies angevines, dont leur désir de perpétuer les fondations liées au feu roi.

Le trône et ses agents ne se bornaient pas à des confirmations multiples mais passives. Leur intervention directe se vérifiait à plusieurs reprises. Ainsi le sénéchal Hugues de Baux imposait-il au départ, soit depuis le 22 mars 1344 (n. st.), une directive ferme et uniforme dans le versement de la prétendue « aumône » aux couvents. Les clavaires la transmettraient, de tout argent en leur possession, au 25 mars de chaque

⁴⁰ Annexe 1, § 1, 4 et 6.

⁴¹ Annexe 2, § 3.

⁴² Doc. 1-3.

⁴³ Doc. 6.

⁴⁴ Doc. 5 et 7-10.

⁴⁵ Doc. 8, fol. 63v.

année⁴⁶. En revanche, le même sénéchal prévoyait prudemment de ne payer le chapelain choisi pour la cathédrale de Marseille que par semestre (à la Toussaint et au premier mai)⁴⁷.

La désignation de ce Durand *Albane* mérite un examen. Il n'était pas que simple diacre, incapable de rendre en personne les services attendus. De Sénas, il n'avait manifestement guère de lien avec le siège marseillais. Il ne trouvait pas même un chanoine pour témoin, quand il entra en fonction en se présentant au clavier de la cité⁴⁸. Dans ses titres, reçus du sénéchal, aucune allusion ne se faisait à un accord de l'évêque. Certes, la chapellenie établie ne méritait qu'à moitié cette appellation. D'un autre côté, la réflexion et les distinctions sur ce type d'institution restant sommaires, la rare mais claire injonction des *Décrétales*, qui requérait une présentation par le patron au pontife du lieu, devait s'imposer davantage⁴⁹. Les lettres accordées à l'impétrant négligeaient-elles un rappel de la formalité ? La désinvolture, quand il s'agissait de célébrer dans la cathédrale, restait instructive de la prétention du sénéchal à désigner qui bon lui semblait. En l'occurrence, il choisissait un « familier ». Ce favoritisme soulignait encore la mainmise que le temporel maintenait sur le devenir des fondations. Cette situation pouvait menacer leur pérennité. Selon les exemples retrouvés, elle sanctionnait au contraire leur importance reconnue, qui nourrissait l'attention des autorités angevines.

Elle s'éprouvait. Le 18 avril 1346, Jeanne publiait une ordonnance de réforme pour la Provence. Elle s'inspirait des mesures de redressement

⁴⁶ Doc. 2 (*Expresse mandamus quatenus tu presens clavarie de quacumque pecunia tui officii religiosi viris fratribus predicatoribus conventus civitatis Grasse annis singulis die vicessimo quinto mensis martii presentis, qua die providimus religiosi ipsis et aliis contentis in reginalibus litteris supradictis satisfaciendum fore de elemosina supradicta pro salute animarum dicti quondam domini nostri regis et precessorum suorum secundum piam dispositionem ejusdem, tres uncias auri juxta formam prescriptarum litterarum reginalium sine difficultatis obstaculo solvere et exhibere procures ; et deinde vos alii clavarii successive futuri officiorum vestrorum temporibus prefatam provisionem elemosinariam annis singulis in eodem termino prefatis religiosi sine contradictione quacumque solvatis*), 3 et 5-6.

⁴⁷ Annexe 1, § 6.

⁴⁸ Annexe 1, § 7.

⁴⁹ X 3, 38, 25, E. FRIEDBERG (éd.), *Corpus juris canonici*, t. 2, Graz, Akademische Druck -U. Verlagsanstalt, 1955 (1^{re} éd. 1879), col. 617.

imposées au royaume sous l'impulsion de la papauté ; mais elle servait à son tour de référence à un long édit, pour le royaume, du 21 décembre 1346⁵⁰. Il s'agissait, comme dans le Mezzogiorno, de réduire le coût de l'administration et de révoquer les dons qui ruinaient le domaine. Pour rendre ces annulations plus draconiennes, la reine se réclamait du statut de Robert du 21 décembre 1334, qui s'attaquait déjà au problème⁵¹. Les abrogations frappaient entièrement « les grâces, provisions, établissements et nouvelles dispositions ou concessions instaurés sur péages, gabelles, droits, revenus, offices des clavares [...], choses et juridictions appartenant à nous ou à notre cour dans les susdits comtés [de Provence et de Forcalquier]⁵² ». Selon la lettre, les fondations pieuses de 1343 et de 1345 n'évitaient pas une invalidation sans appel.

Le danger se concrétisait ou renaissait quand le sénéchal Raymond d'Agout ordonnait ou renouvelait l'exécution des directives de la reine d'avril 1346, ou d'une mouture successive mais très voisine de ce texte (seconde version d'ailleurs hypothétique). L'officier mentionnait cette application de la réforme en répondant, le 10 février 1349 (n. st.), à une supplique des dominicains de Grasse. Ils en subissaient ou en redoutaient les effets⁵³. Le sénéchal ne précisait pas, en l'occasion, la date de son mandement ; mais le contexte n'échappe pas.

⁵⁰ R. TRIFONE, *La legislazione angioina*, Naples, Luigi Lubrano Editore, 1921, n° 204, p. 298-302 ; É.-G. LÉONARD, *Histoire de Jeanne I^{re}*, op. cit., t. 1, p. 367-368, 407, 422-429, 597, 607 et 626, t. 2, p. 63.

⁵¹ M. FALQUE, *Étude des procès*, op. cit., n° 6, p. 116-117 (édition fautive sur copie) ; J.-P. BOYER, « La domanialité entre Provence et Mezzogiorno sous la première dynastie angevine », dans Th. PÉCOUT (dir.), *Quand gouverner c'est enquêter. Les pratiques politiques de l'enquête princière (Occident, XIII^e-XIV^e siècles). Actes du colloque international d'Aix-en-Provence et Marseille, 19-21 mars 2009*, Paris, De Boccard, 2010, p. 235-237.

⁵² AD13, B 535, acte du 18 avril 1346, 14^e indiction (*Provisa ordinatione statuimus et cum matura deliberatione consilii eddicendo sancimus quod omnes gratie, provisiones, stablitiones ac nove ordinationes seu concessionis facte super pedagii, cabellis, iuribus, redditibus, claviis, in camera seu alibi ubicumque, super rebus seu jurisdictionibus pertinentibus nobis seu curie nostre in comitatibus antedictis sunt casse, vacue et inanes ipso jure absque aliqua alia deliberatione, tamquam facte ex inadvertentia et importunitate, exquisitis viis et modis subrepticis [comprendre : subrepticis], maxime non iteratis binis jussionibus, ac dampnose fisco et contra publicam ipsius fisci utilitatem, eo presertim quia satis adversari videntur sensui seu verbis antique avite regie ordinationis, in qua ipse sapientissimus princeps manus suas clausit et etiam successorum, quod nulla diminutio jurium predictorum comitatum de cetero fieret vel etiam temptaretur*).

Jeanne s'était repliée en Provence, au début de 1348, devant l'invasion hongroise du Mezzogiorno. Elle avait été contrainte, le 17 février, d'accorder l'indigénat aux Provençaux pour leurs officiers. Elle avait, en conséquence, promu Raymond d'Agout au sénéchalat. Toutefois, trahissant sa parole, elle lui préférait ensuite un Napolitain, Giovanni Barrili, en poste dès septembre 1348. Raymond d'Agout s'accrochait cependant à sa charge, soutenu par une grande part du pays. Il serait d'ailleurs confirmé le 20 avril 1349. Or, l'édit d'avril 1346, ou sa réédition, répondait à l'irritation de la société provençale contre la cour napolitaine. L'actualisation ou la réactualisation de la réforme, par le sénéchal, s'accordait à une montée de la contestation, quand l'arrivée de Jeanne en quémandeuse encourageait les critiques ou lorsque son parjure, aux dépens de l'indigénat, indignait l'opinion⁵⁴.

Avec les ressorts entrevus, il devenait plus significatif encore que les mesures promulguées épargnassent les fondations en mémoire de Robert. Raymond d'Agout rassurait ses solliciteurs et, à travers eux, tous les bénéficiaires de pareilles œuvres pies :

À toi, présent clavaire [de Grasse], par l'autorité de la reine que nous exerçons [...], nous ordonnons [...] que, de tout argent de ton office se trouvant entre tes mains ou à venir en premier, tu t'occupes de payer et de fournir lesdites trois onces aux mêmes prieur et couvent [dominicains], selon le contenu desdites lettres de notre prédécesseur [Hugues de Baux⁵⁵], et [que] par la suite vous autres clavaires futurs et successifs au temps de votre office [versiez] la susdite provision et aumône, chaque année au terme exprimé dans lesdites lettres, sans aucune objection, les lettres révocatoires des provisions faites par notre dit seigneur le roi [Robert] et par cette dame notre reine [Jeanne I^{re}] et mes lettres exécutoires accordées à ce propos ne s'y opposant d'aucune façon.

⁵³ Doc. 2.

⁵⁴ É. -G. LÉONARD, *Histoire de Jeanne I^{re}*, op. cit., t. 2, p. 54-64, 70-75, 163-179 et 182-186.

⁵⁵ Hugues de Baux avait le premier mis en application les décisions du conseil de régence, cf. annexe 1, § 2-6.

Car il ne découle nullement de l'intention de notre reine, dont nous sommes certain, que cette suppression s'étende à quelque degré aux causes pieuses⁵⁶.

La récente grande mortalité encourageait à respecter les manifestations de piété. Par ailleurs, Raymond d'Agout eût manqué d'habileté, dans un moment délicat pour lui, en fâchant le vaste ensemble des ordres mendiants de Provence. La précaution s'amalgamait avec la certitude du sénéchal d'interpréter et de suivre les desseins du trône, quoique la reine l'eût congédié. Il s'élevait, malgré les traverses, en exégète et en agent des intérêts supérieurs de la monarchie. Ses fondations pieuses se révélaient, au-delà des intrigues « politiciennes », comme un socle intangible de l'ordonnance publique.

Leur nécessité s'exprimait toujours, plus tard, dans la bienveillance manifestée aux franciscains de Marseille. Un accident de parcours mettait leur cas sur le devant de la scène. Jeanne 1^{re} l'expliquait dans ses lettres de 1376. Le couvent avait jusqu'alors rempli sa mission, en percevant le don prévu par le testament de Robert et versé par le clavaire de Marseille. L'officier se trouvait incapable de continuer, car la reine avait multiplié les assignations sur ses entrées. Pour ne pas interrompre la prestation des frères, son coût se reportait sur la gabelle du sel de Berre⁵⁷. Cette particularité méritait, ensuite, des confirmations attentives. Dans celle bien détaillée de 1399, Louis II déclarait expressément la pension prioritaire sur toutes celles imposées à ladite gabelle⁵⁸. À son tour, il maintenait comme un impératif la fondation héritée de la première maison d'Anjou.

Il le pouvait et le devait puisque Jeanne avait adopté son père, Louis 1^{er}, en 1380. Il saisissait néanmoins l'occasion de souligner la continuité avec la précédente dynastie, après les difficultés connues par les Anjou-Valois à leur installation. Or, en revendiquant comme son affaire

⁵⁶ Doc. 2 (*Tibi presenti clavario reginali auctoritate qua fungimur [...] mandamus expresse quatenus de quacumque pecunia tui officii penes te sistenti vel primo futura dictas tres uncias eisdem priori et conventui juxta continentiam dictarum litterarum nostri precessoris predicti solvere et exhibere procures et deinde vos alii clavarum successive futuri officiorum vestrorum temporibus prefatam provisionem [et] elemosinam annis singulis in termino in dictis litteris expressato sine contradictione quacumque, revocatorii litteris provisionum facturarum per dictum dominum nostrum regem et ipsam dominam nostram reginam ac meis super hoc exequutoriis concessis litteris non obstantibus quoquomodo, cum de intentione domine nostre regine de qua sumus certi procedat nullatenus quod ad pias causas ipsa revocatio aliquatenus se extendat [extendant, ms.]).*

propre le soin des liturgies assurées dans Saint-Louis de Marseille, il éclairait les efforts pour respecter les volontés de Robert et partant leurs raisons.

Rédemption et politique

Si nous sommes enclin à confirmer les grâces accordées à nos fidèles, nous devons toutefois être plus disponible avec générosité pour les vénérables églises et religieux, lorsque le culte divin est pratiqué continuellement [...]. Nous en vérité, nous préoccupant du bon état desdits ordre et couvent, où des célébrations de messes pour le rachat des péchés dudit seigneur roi Robert et pour notre salut sont accomplies sans interruption, consentant agréablement à leurs supplications, nous confirmons de notre certaine science, avec délibération de notre conseil se tenant à nos côtés, lesdites lettres [de Jeanne 1^{re}] et la pension de trois onces d'or qu'elles indiquent, selon leur teneur⁵⁹.

Tels étaient les arguments destinés en 1399 aux franciscains de Marseille par Louis II, lorsqu'il renouvelait les garanties de Jeanne 1^{re} quant à la rétribution de leurs prières pour Robert. La réponse s'élevait au-delà du cas traité. Un monarque devait soutenir la ferveur des ecclésiastiques. Il lui fallait en appeler à leur aide pour son salut. Ces deux exigences fusionnaient dans les fondations issues du testament de Robert.

⁵⁷ Doc. 8, fol. 63-63v (*Licet religiosi et honesti viri gardianus, qui fuit pro tempore in ecclesia Sancti Ludovici de Massilia, et conventus ipsius, oratoris nostri devoti, hucusque perceperint provisionem annuam unciarum trium de auro concessam seu dimissam eis per recolende memorie dominum Robertum Dei gratia Jherusalem et Sicilie regem illustrem reverendum dominum avum nostrum in testamento per eum condito, pro missis dicendis ibidem pro anima ipsius, super clavarie ipsius civitatis Massilie, tamen, sicut percepimus ex informatione nostre majestati facta per religiosos degentes in ecclesia prelibata, jura ipsius clavarie sunt adeo presentialiter onerata, propter varias et diffusas stabilitiones nonnullis personis per nostram majestatem concessas, quod eis satisfieri nequit de provisione jamdicta. Et nos, nolentes ipsos religiosos et conventum privari propterea provisionem predictam, hujusmodi provisionem annuam dictarum unciarum trium de supradictis juribus clavarie dicte civitatis Massilie ad jura seu super juribus cabelle salis terre Berre [...], de certa nostra scientia et speciali gratia, tenore presentium transferimus*).

⁵⁸ Doc. 8, fol. 63v-64 (*Ipsosque [les franciscains de Marseille], quia pia et elemosinaria causa est [...], omnibus et singulis super dictis juribus [...] penitus ac infallibiliter preferatis*).

Au vrai, la seule nécessité d'un secours spirituel s'était remémorée jusqu'alors. Des actes successifs décalquaient la demande du feu monarque d'intercéder « pour son âme et pour celles de ses dits prédécesseurs et successeurs ». Jeanne parlait de la sorte, au 4 septembre 1343, de l'utilité des décisions du conseil de régence « pour les âmes, bien entendu, dudit seigneur notre grand-père, de ses prédécesseurs et de ses successeurs⁶⁰ ». Louis II continuait ce motif, mais allait au fond en parlant explicitement de rédemption pour lui et pour son déjà lointain devancier, dont il rappelait les péchés. Sa netteté en faisait pleinement le continuateur des premiers Angevins, partageant avec lucidité leurs intérêts spirituels et s'associant à leurs sages remèdes. Ainsi rendait-il sa vigueur au thème du rachat, longtemps un peu adouci dans sa formulation après le décès de Robert. La sincérité et l'intensité de l'attente se vérifient à plein en revenant à lui.

La toile de chapellenies et de commémorations qu'il s'efforçait d'étendre sur ses États, par son testament et en le devançant même, suggérait ses repentirs. Au centre, il élisait sépulture dans « son monastère et celui de la reine du Saint-Corps-du-Christ » de Naples, soit de Santa Chiara, ce lieu de haute spiritualité de franciscains et de clarisses, que lui et son épouse avaient passé leur règne à édifier. Le monastère double serait évidemment gratifié d'une « aumône⁶¹ ». Il exemplifiait l'infatigable piété du roi et de la reine et leur infinie générosité pour l'Église et pour ses membres. Tant de mérites leur valaient intercessions et faveurs de l'au-delà, comme leurs secours aux pauvres. Le testament n'omettait pas, à son tour, ces avocats auprès de Dieu : « Que, après la mort de ce seigneur roi, des aumônes soient faites dans toutes et chacune des cités importantes du

⁵⁹ Doc. 8, fol. 63-63v (*Si ad confirmandum gratias factas nostris fidelibus proni sumus, venerandis tamen ecclesiis et religiosis, ubi divinus cultus jugiter colitur, esse debemus liberaliter promptiores [...]. Nos vero ad bonum statum dicti ordinis et conventus, in quo missarum solemnitas pro redemptione peccaminum dicti domini regis Roberti ac salute nostra assidue celebrantur, nostre considerationis oculo convertentes, ipsorum supplicationibus placibiliter annuentes, litteras predictas et provisionem trium unciarum de auro in eis declaratam harum serie, cum deliberatione nostri nobis assistentis consilii, de certa nostra scientia confirmamus*).

⁶⁰ Annexe 1, § 3.

⁶¹ AD13, B 528, acte du 27 janvier 1343 (*Item voluit et ordinavit corpus suum sepeliri in ecclesia monasterii sui et reginalis Sancti Corporis Christi de Neapoli, ubi provideatur propterea de certa speciali elemosina*) ; F. ACETO, S. D'OVIDIO et E. SCIROCCO (dir.), *La chiesa e il convento di Santa Chiara*, Battipaglia, Laveglia e Carlone, 2014.

royaume et de Provence aux indigents voulant s'unir à ces distributions⁶² ». Dans le même acte, Robert prévoyait un hospice à Naples, dit de Sant'Elisabetta, pour cent de ses familiers. Il recommandait au reste, à ses héritiers, ses officiers qui conserveraient leur poste et seraient préférés aux autres. Il libérait au jour de son décès les prisonniers, hors les criminels, explicitement « pour la rémission de ses péchés ».

La mesure glissait de la charité compensatrice vers la réparation avouée des fautes. Selon la même optique, Robert abandonnait aux communautés du royaume l'arriéré des impôts dont elles étaient comptables, car ils s'estimaient plus ou moins abusifs. Le moribond les limitait, pour l'avenir, à la seule subvention générale annuelle, devenue traditionnelle. En Provence comme dans le royaume, il annulait toutes ses décisions injustes. Il demandait également de restituer, « pour le salut de son âme », tout ce qu'il avait enlevé à tort⁶³.

Il était fort significatif, enfin, qu'il s'en remît tout au long à sa femme, Sancia, pour ménager son passage dans l'autre monde. La reine avait été comme son ministre du culte et sa conscience. Elle bénéficiait assurément d'une certaine réputation de sainteté. Cette renommée s'exprimait clairement après sa propre mort⁶⁴. En attendant, elle ne veillait pas que sur les fondations pieuses. Sous son influence évidente, les réparations voulues par son mari s'organisaient⁶⁵. Le désir de remédier aux injustices n'était cependant pas nouveau chez les Angevins⁶⁶.

⁶² AD13, B 528, acte du 27 janvier 1343 ; et Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, E DEP 160/1, n° 19, fol. 8 (*Item statuit et mandavit quod post obitum ipsius domini regis fiant elemosine in omnibus et singulis civitatibus notabilibus regni et Provincie pauperibus ad illas volentibus convenire*) ; disposition absente de l'édition de Johan Christian Lünig ; mais analysée par Matteo CAMERA, *Annali delle due Sicilie*, t. 2, Naples, Stamperia et Cartiere Del Fibreno, 1860, p. 499.

⁶³ AD13, B 528, acte du 27 janvier 1343 ; J. C. LÜNIG (éd.), *Codex, op. cit.*, n° 2/82, col. 1105-1108.

⁶⁴ M. GAGLIONE, « Sancia d'Aragona-Majorca. Da regina di Sicilia e Gerusalemme a monaca di Santa Croce », *Archivio per la storia delle donne*, 1, 2004, p. 42-43.

⁶⁵ É. -G. LÉONARD, *Histoire de Jeanne I^{re}*, *op. cit.*, t. 1, p. 333.

⁶⁶ J. -P. BOYER, « Construire l'État en Provence. Les enquêtes administratives (mi-XIII^e siècle-mi-XIV^e siècle) », *Des principautés aux régions dans l'espace européen. Actes du colloque, 1994, Lyon*, Lyon, Université Jean-Moulin Lyon 3, 1994, art. 3/2.

Ce fait ramène à la constante d'une inquiétude polymorphe, devant le jugement, qui elle-même ne se singularisait guère. Un monarque du siècle ou son entourage n'échappaient pas aux interrogations angoissées, encore moins toutefois un personnage cultivé et religieux comme Robert. Dans la *Cité de Dieu*, Augustin constatait : « Le premier fondateur de la cité terrestre [Caïn] fut donc un fratricide⁶⁷ ». Une longue tradition sondait les relations entre « le pouvoir et le péché », et s'interrogeait spécialement sur « les origines peccamineuses du pouvoir royal ». Les thèses favorables à la monarchie terrestre avaient certes gagné la partie⁶⁸. La renaissance aristotélicienne parachevait ce succès ; mais la représentation du temporel restait complexe. Les fautes du chef ne devenaient que plus graves, en proportion inverse du bien commun dont il répondait. Devenu tyran, il perdait même son caractère royal⁶⁹. Comme le rappelait le juriste et officier angevin Andrea d'Isernia, « le roi injuste ne doit pas régner », et « quand il agit injustement, il n'est pas roi⁷⁰ ».

De surcroît, la légitimation du monarque n'effaçait pas le thème du *contemptus mundi*. Le dominicain Federico Franconi le développait même aux funérailles de Robert. Toutefois, sa caducité n'empêchait pas les mérites de son gouvernement, d'autant que ce « très sage théologien » avait eu accès aux fins supérieures⁷¹. Le propos s'éclairait en le confrontant à ce qu'exposait Thomas d'Aquin. Il n'appartenait pas au « gouvernement humain » de mener jusqu'à la « jouissance divine » ; mais il y disposait⁷².

Traversé par ces tensions, le testament de Robert ne rejetait pas

⁶⁷ AUGUSTIN, *De civitate Dei*, lib. XV, cap. 5, B. DOMBART et A. KALB (éd.), Turnhout, Brepols, 1955 (CCSL, 48), p. 457.

⁶⁸ Ph. BUC, *L'ambiguïté du Livre. Prince, pouvoir et peuple dans les commentaires de la Bible au Moyen Âge*, Paris, Beauchesne, 1994, p. 239-311.

⁶⁹ D. SUREAU, *Saint Thomas d'Aquin. Petite somme politique. Anthologie de textes politiques*, Paris, Téqui, 1997.

⁷⁰ A. D'ISERNIA, *Super Constitutionibus et Glossis Regni Sicilie*, lib. I, tit. 28, § Bene autem, dans A. CERVONE (éd.), *Constitutionum Regni Siciliarum libri III cum Commentariis Veterum Jurisconsultorum*, t. 1, Naples, Sumptibus Antonii Cervonii, 1773 (reprint 1999), p. 77-78.

⁷¹ J. -P. BOYER, « Une oraison funèbre pour le roi Robert de Sicile, comte de Provence », dans J. -P. BOYER et F. -X. EMMANUELLI (dir.), *De Provence et d'ailleurs. Mélanges offerts à Noël Coulet, Provence historique*, 49, 195-196, 1999, p. 115-131.

l'État. L'agonisant s'en souciait au contraire par priorité, selon son office. Par exemple, s'il supprimait l'extraordinaire en matière fiscale (hors la subvention générale qui avait perdu ce caractère), il ajoutait sur le champ : « Le susdit seigneur roi espère, néanmoins, que les fidèles régnicoles aident sa dite héritière et ses successeurs gracieusement dans les circonstances opportunes⁷³ ». Les fondations funéraires participaient des éléments spirituels qui cristallisaient ce ralliement au trône. Elles accompagnaient les sujets sur la voie juste, selon la responsabilité des bons princes.

Tout partait d'une piété inlassable. Louis II ouvrait sur cette perspective quand il mettait en relation les messes pour Robert et un « culte divin » continu de la part des gens d'Église. Ils entraînaient derrière eux les fidèles. Cérémonies et prières diffusaient alors pratiques et leçons salvatrices. Elles invitaient, en général, aux dévotions. Elles appuyaient sur le purgatoire. Elles ne servaient pas, en l'occurrence, qu'à délivrer plus vite Robert ou ceux de sa maison. Les consciences s'éveillaient à l'utilité d'une intervention des vivants pour les défunts. La certitude d'une rétribution immédiate des âmes se cimentait.

Ces enseignements faisaient écho à la résistance opposée par Robert et par son entourage, comme l'apprend le cas du dominicain Giovanni Regina, aux déclarations de Jean XXII en faveur de la Vision différée. Cette thèse semblait fragiliser l'économie du purgatoire et des suffrages pour les morts⁷⁴. Elle érodait la vénération pour ceux des Angevins qui, pour leurs vertus, siégeaient au paradis ou méritaient de l'atteindre bientôt.

Les nuages s'étaient dissipés depuis la bulle *Benedictus Deus* de

⁷² THOMAS D'AQUIN, *De regno ad regem Cypri*, lib. II, cap. 3-4, H. -F. DONDAINE (éd.), Rome, Editori di S. Tommaso, 1979 (Léonine, 42), p. 465-468.

⁷³ AD13, B 528, acte du 27 janvier 1343 ; J. C. LÜNING (éd.), *Codex*, op. cit., n° 2/82, col. 1107.

⁷⁴ M. DYKMANS (éd.), *Robert d'Anjou, roi de Jérusalem et de Sicile. La Vision bienheureuse, traité envoyé au pape Jean XXII*, Rome, Presses de l'Université grégorienne, 1970 ; C. TROTTMANN, *La vision béatifique des disputes scolastiques à sa définition par Benoît XII*, Rome, École française de Rome, 1995 (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, 289), p. 470, 574-583 et 695-713 ; J. -P. BOYER, « La noblesse dans les sermons des dominicains de Naples (première moitié du XIV^e siècle) », dans N. COULET et J. -M. MATZ (dir.), *La noblesse dans les territoires angevins à la fin du Moyen Âge. Actes du colloque d'Angers-Saumur, 3-6 juin 1998*, Rome, École française de Rome, 2000 (Collection de l'École française de Rome, 275), p. 577.

Benoît XII (1336). Les fondations funéraires promues par Robert demeuraient, de toute manière, une manifestation de sa sagesse et de ses mérites. Elles évoluaient vers cette foi monarchique qui culminait dans le culte de saint Louis évêque. Intercéder pour le défunt et pour sa dynastie ou les honorer se confondaient insensiblement. Les prières, devenues superflues pour le salut des bénéficiaires, se muaient en actions de grâces. Elles continuaient de profiter aux dévots et au trône⁷⁵.

Le glissement se trouvait conforté, dans le testament et dans son observation, par la volonté d'associer à la mémoire de Robert la suite de ses prédécesseurs et de ses successeurs, et par la répétition illimitée des cérémonies. Ces traits dépassaient la logique juridique et comptable du purgatoire. L'extension des bénéficiaires et, surtout, l'infinitude des prières ouvraient sur une perspective eschatologique⁷⁶. Les bons rois angevins accompagnaient du moins en cortège leur peuple vers la fin dernière, les vivants comme les morts depuis les cieux. Ce message se précisait à Santa Chiara avec le sépulcre de Robert. Son gisant le présentait dépourvu de puissance mondaine, quoique conservant les *regalia*, en cadavre aux pieds nus, vêtu de la bure franciscaine. Sur le toit de la chambre mortuaire, où il paraissait inerte, une autre statue le montrait trônant en majesté pour l'éternité.

Ainsi l'éminence des princes vertueux au paradis, comme la décrivait Thomas d'Aquin, se rappelait-elle⁷⁷. Une pareille croyance fortifiait le sentiment d'un puissant patronage d'en haut, concédé par Robert et par les autres trépassés de sa maison. Leur solidarité avec leurs hoirs, ici-bas, invitait les sujets à demeurer groupés autour du trône. Inculqué aux Provençaux, le schéma s'accordait à un projet politique qui les touchait de près.

Comtés de Forcalquier et de Provence ne bénéficiaient pas sans raison, dans le testament de Robert, de dispositions pieuses, charitables ou pénitentielles communes avec le royaume. Ils lui étaient unis, par le même

⁷⁵ JEAN BELETH, *Summa, op. cit.*, cap. 161, § s, p. 319 ; GUILLAUME DURAND, *Rationale, op. cit.*, lib. VII, cap. 35, § 15 et 20, t. 3, p. 90-91.

⁷⁶ Sur la messe perpétuelle, sous un angle différent, J. CHIFFOLEAU, *La comptabilité de l'au-delà*..., *op. cit.*, p. 327-328.

⁷⁷ THOMAS D'AQUIN, *De regno, op. cit.*, lib. I, cap. 8-9, p. 458-461.

acte, « à perpétuité⁷⁸ ». Charles II avait pourtant prévu que, si une femme accédait au trône de Sicile et de Jérusalem, les comtés de Provence, de Forcalquier et de Piémont lui échapperaient. Selon sa volonté et la situation de 1343, ils auraient dû passer à l'un de ses petits-fils, Robert de Tarente. Jeanne I^{re} avait été reconnue, par sa parenté, pour héritière universelle du roi Robert⁷⁹. Il restait fondamental d'entériner la connexion spirituelle et providentielle entre les deux pôles de la puissance angevine, royaume et ensemble provençal, ou de ce dernier avec la couronne de Sicile.

De là, les fondations pieuses favorisaient l'adhésion aux idéaux du régime à travers le territoire⁸⁰. Elles n'en couvraient pas qu'une grande part. Le choix des cathédrales et des couvents mendiants, en soi, ne se séparait pas d'une utilité politique particulière. Les fondations reproduisaient le châssis social et administratif du pays. Elles se calaient, presque entièrement, sur son quadrillage urbain ou semi-urbain. Elles correspondaient aux villes et à une part importante des gros bourgs⁸¹. L'infime village de Trévans présentait la seule véritable exception. Même Barjols, agglomération modeste, était cependant à la tête d'un bailliage. La quasi-totalité des trente localités mentionnées, savoir hors Trévans et Reillanne, se composait de centres de pouvoir, quoique à des degrés divers.

Pour la Provence angevine dans ses dimensions strictes, la majorité des chefs-lieux de l'administration royale apparaissaient. Vingt-deux se consignaient, dont Aix la capitale du pays, sur un maximum de trente-trois⁸². L'entreprise d'assimilation dévoilait sa portée en s'étendant aux quelques agglomérations importantes restées hors du domaine. Les lettres du 8 avril 1345 se préoccupaient d'assurer leur pension aux couvents des « cités » aux mains de « barons⁸³ ». Il s'entendait des villes dans cette position. Manosque, tenue par les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem,

⁷⁸ AD13, B 528, acte du 27 janvier 1343 ; J. C. LÜNIG (éd.), *Codex...*, *op. cit.*, n° 2/82, col. 1106.

⁷⁹ É. -G. LÉONARD, *Histoire de Jeanne I^{re}...*, *op. cit.*, t. 1, p. 128-129 et 135-141.

⁸⁰ Annexe 3.

⁸¹ É. BARATIER, *La démographie provençale du XIII^e au XVI^e siècle*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1961.

⁸² M. -J. BRY, *Les vigueries...*, *op. cit.*, p. 63-64 et *passim*.

⁸³ Annexe 2, § 3.

faisait partie du nombre⁸⁴. Elle se joignait à Riez et à Fréjus, centres de deux belles seigneuries épiscopales⁸⁵. Gap et Orange complétaient la série. La première constituait également le cœur d'importantes possessions temporelles de son évêque, associé toutefois à la monarchie angevine. La seconde était le pivot de la petite principauté des Baux d'Orange. La marginalité des deux cités, par rapport aux comtés de Provence et de Forcalquier, les rapprochait d'Embrun, plus excentrique encore. Les trois villes offraient des points d'ancrage idéologique à l'essaimage de la puissance provençale vers le Nord⁸⁶. Cependant, Embrun représentait surtout un foyer de cristallisation du pays comme métropole pour six évêchés entièrement provençaux.

Pour une cité que la cour admettait dans ses lettres du 8 avril 1345 « hors des limites » des comtés de Provence et de Forcalquier, le paradoxe dénonçait le flou ou les difficultés qui demeuraient pour appréhender le territoire. Sa connaissance « imparfaite », depuis Naples, se confessait sous le rapport des couvents⁸⁷. La sélection d'agglomérations plus ou moins importantes, par la population ou par les fonctions, ne permettait pas que de rayonner sur les environs. Faute d'une information plus fine, elle aidait à préciser la physionomie de la région.

La question des appartenances se discutait en Provence, sans ignorer jusqu'aux frontières linéaires⁸⁸. Par une voie plus élémentaire, le

⁸⁴ F. REYNAUD, *La commanderie de l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem de Rhodes et de Malte à Manosque (XII^e siècle-1789)*, Gap, Société d'études des Hautes-Alpes, 1981.

⁸⁵ Th. PÉCOUT, *Une société rurale du XIII^e au XIV^e siècle en haute Provence : les hommes, la terre et le pouvoir dans le pays de Riez*, doctorat d'Histoire du Moyen Âge, Université d'Aix-Marseille I, 1998 (dactylographié), t. 2, p. 551-557 et *passim* ; Id., « L'évêque et le chapitre de Riez : formation du temporel et emprise territoriale, XII^e-XIV^e siècle », dans Ph. BORGARD (dir.), *Riez, une capitale en haute Provence de l'Antiquité aux Temps modernes*, à paraître ; H. BRESCH, « Justice et société dans les domaines de l'évêque de Fréjus dans la première moitié du XIV^e siècle », dans J. -P. BOYER et Th. PÉCOUT (dir.), *La Provence et Fréjus*, op. cit., p. 19-35.

⁸⁶ P. POINDRON, « L'expansion du comté de Provence vers le Nord sous les premiers Angevins (1246-1343) », *Provence historique*, 18, 72, 1968, p. 201-247.

⁸⁷ Annexe 2, § 3.

⁸⁸ J. -P. BOYER, « Représentations spatiales dans les Alpes de Provence orientale. Autour d'une enquête de 1388 », *Histoire des Alpes*, 6, 2001, p. 89-103.

semis des fondations pieuses participait du moins à l'élaboration d'une identité. Elle se rapprochait de celle que les assemblées d'états commençaient de construire. Elles ne s'ouvraient, selon une conception voisine, qu'à des communautés de quelque poids, qui parlaient pour les autres. Encore étaient-elles domaniales. Elles ne comptaient pas, de plus, différentes collectivités qui se disaient seulement associées à la Provence, dont des villes aussi importantes qu'Arles ou que Marseille. Elles se tenaient à l'écart, au moins en théorie⁸⁹. L'interprétation des dernières volontés de Robert donnait l'occasion d'une image plus uniforme de la contrée, qui secondait fort évidemment une maturation de l'État.

Sa coagulation ne recevait, il est vrai, qu'un appui fragile de fondations médiocres à l'avenir incertain. Elles proposaient, surtout, une représentation et un agencement de l'espace encore très morcelés et lacunaires. Les secteurs les plus ruraux restaient peu encadrés, avec en particulier la tache presque blanche des hautes terres de l'Est, depuis Vence dont la cathédrale s'oubliait. Les faiblesses les plus marquées portaient cependant sur les frontières. Elles s'affirmaient moins qu'elles ne trahissaient des hésitations. La cité de Vintimille, liée à la Provence de 1335 à 1350, n'apparaissait pas⁹⁰. Nulle chapellenie en mémoire de Robert ne s'établissait dans les cathédrales d'Orange et de Gap, pourtant non négligeables. Le plus instructif se voyait avec la reculade consentie à Embrun, quant aux commémorations chez les franciscains. Elle finissait de prouver une certaine timidité aux marches du pays. Sur ses lisières, Robert avait maintenu quelque dynamisme dans les prétentions⁹¹. La prudence l'emportait maintenant, surtout dans la zone septentrionale. Les facteurs de retenue se comprennent, là, depuis l'entretien de bonnes relations avec le dauphin au désir de ménager le pape et le roi de France. Celui-ci venait même de conclure l'achat du Dauphiné pour l'un de ses fils (avril 1343), qui prendrait bientôt effet⁹².

La manifestation de grandeur du régime angevin, à la mort de Robert, amorçait néanmoins un tournant. Perceptible dans l'esprit d'épargne, qui

⁸⁹ M. HÉBERT, *Regeste des États de Provence, 1347-1480*, Paris, CTHS, 2007 (Collection des documents inédits sur l'histoire de France, 37).

⁹⁰ É.-G. LÉONARD, *Les Angevins de Naples*, Paris, Presses Universitaires de France, 1954, p. 323-324 et 362 (Vintimille fut reprise en 1355 mais reperdue dès 1357, *ibid.*, p. 378 et 381).

⁹¹ Paul POINDRON, « L'expansion du comté de Provence... », art. cit. ; Jean-Paul BOYER, « "Cis donta l'orgueil de Marseille"... », art. cit., p. 272.

marquait l'exécution du testament en général, il devenait indubitable lorsque les décisions touchaient aux relations internationales.

Un bilan nuancé

La mise en œuvre des dispositions pieuses de Robert, en Provence, ne manquait pas de contradictions. Ce n'était pas une affaire commode. Les demandes du défunt excédaient les moyens de la couronne. Leur interprétation trop extensive eût mené à des frictions avec les pouvoirs rivaux. Pour ces deux raisons, une monarchie amoindrie, dès la disparition du roi, révisait ses volontés. Elle se souciait, malgré tout, d'une application ample et durable. Et la seconde maison d'Anjou poursuivait l'effort. Les objectifs le méritaient.

Le dessein de Robert mais encore les fondations réalisées participaient à une avancée de l'identité angevine, qui se déclarait avec une clarté inédite. Du même mouvement, l'unité se projetait dans le rassemblement autour du trône et de la dynastie. Le lien avec le royaume se révélerait transitoire ; mais la cohésion interne de la Provence s'affirmait. La multiplication des commémorations et des chapellenies appuyait son imbrication avec l'État. Depuis le milieu du ^{xiv}^e siècle, les crises politiques bousculaient l'osmose sans la ruiner. Ainsi les mesures de 1343 et de 1345 conservaient-elles leur actualité.

Le support idéologique, qui en découlait, complétait l'appui porté au trône en association par les ordres mendiants et par l'encadrement urbain, *lato sensu*. À défaut de dialogue proprement dit avec le monarque, un consentement des sujets se cultivait, bien conforme aux conceptions du Moyen Âge finissant. Conscient de ses péchés, au vu de tous, le prince n'en guidait que mieux son peuple dans la bonne direction.

Dans son appel aux valeurs spirituelles, le gouvernement angevin traitait quelquefois les institutions ecclésiastiques de façon un peu cavalière. Pour autant, il ne s'appropriait pas une « théologie politique »,

⁹² A. LEMONDE, « Le Dauphiné, trait d'union entre deux mondes? Grenoble-Paris-Naples, 1226-1349 », dans A. LEMONDE et I. TADDEI (dir.), *Circulation des idées et des pratiques politiques. France et Italie (xiii^e-xvii^e siècle)*, Rome, École française de Rome, 2013 (Collection de l'École française de Rome, 478), p. 129-148.

selon la célèbre formule d'Ernst Kantorowicz⁹³. Il demeurerait à la suite des enseignements de l'Église. Dans ce cadre, la perspective de la mort, y compris celle du roi, apportait sans doute « un spectacle fort utile à qui règne en ce monde en faisant peur de l'autre », selon ce que Stendhal relevait pour la Rome des papes sur les débuts du ^{xix}^e siècle⁹⁴. Mais adopter cette remarque, juste et partielle, dissimulerait la crainte révérencielle partagée par les Angevins, Robert au premier chef, devant Dieu.

Annexes

Fondations pieuses pour le défunt roi Robert

Principes d'édition (annexes1-2) : Les obstacles opposés par les archives départementales des Bouches-du-Rhône à la consultation des fonds ont contraint à ne travailler que sur reproductions. En cas de graphie incertaine, la plus classique est adoptée. Bien que les documents soient écrits à longues lignes, les transcriptions en distinguent, pour la clarté, les principales articulations. Les annotations aux textes se bornent aux points les moins évidents, que l'article ci-dessus n'éclaire pas assez. Les lieux accueillant des fondations pieuses sont en général simples à identifier. Ils se retrouvent, sous forme moderne, dans la liste en annexe 3.

I) Liste initiale, 1343-1344

Marseille, 10 décembre 1344 : le diacre Durand Albanee présente au clavaire de Marseille des lettres du sénéchal de Provence et de Forcalquier du 26 juillet et du 16 novembre 1344. Le clavaire les fait vidimer par notaire. Elles requièrent de verser à Durand Albanee sa pension annuelle aussi longtemps qu'il assurera, en personne ou par substitut, le service de la chapellenie établie selon les dernières volontés

⁹³ E. KANTOROWICZ, *The King's Two Bodies. A Study in Mediaeval Political Theology*, Princeton, Princeton University Press, 1957.

⁹⁴ STENDHAL, *Promenades dans Rome*, 16 décembre 1827, V. DEL LITTO (éd.), Paris, Gallimard, 1997, p. 139.

du roi Robert dans la cathédrale de Marseille. Le premier de ces actes contient, à son tour, le vidimus d'un mandement de la reine Jeanne du 4 septembre 1343. Il dresse la liste des fondations pieuses prévues, pour les comtés de Provence et de Forcalquier, en exécution du testament de Robert.

A. Parchemin en bon état ; doc. 4. Le présent document (cité ms. 1) est collationné avec deux autres, pour le vidimus des lettres de Jeanne I^{re}, qu'ils contiennent également : le doc. 5 (cité ms. 2), et le doc. 2 (cité ms. 3). Seules les variantes de quelque importance sont adoptées ou relevées.

1. Anno Domini millesimo tricentesimo quadragesimo quarto, die decima mensis decembris, XIII^e indictionis, infrascripte littere presentate fuerunt sapienti viro Petro Mensure, clavario Massilie, per Durantum Albanee, diaconum de Senassio⁹⁵, sigillate sigillo magno senescallie Provincie et etiam sigillo parvo, prout in ipsis litteris aparebat, quarum tenor talis est :

2. Hugo, dominus Baucii, comes Avellini, comitatuum Provincie et Forcalquerii^(a) senescallus⁹⁶ clavariis civitatis^(b) Massilie presenti scilicet^(c) et futuris salutem et dilectionem sinceram. Nuper quasdam recepimus litteras reginales, magno pendenti sigillo in cera rubea comunitas, subscriptas per omnia seriei :

3. Johanna Dei gratia Jerusalem et Sicilie regina, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii^(d) ac Pedimontis comitissa senescallis dictorum comitatuum nostrorum Provincie et Forcalquerii^(e) presenti et futuris fidelibus nostris gratiam et bonam voluntatem. Scire vos volumus quod, inter alia que clare memorie Jerusalem et Sicilie rex illustris reverendus dominus avus noster disposuit in suo ultimo testamento, continentur capitula infrascripta videlicet : « Item voluit et ordinavit quod in omnibus et singulis archiepiscopatibus et notabilibus episcopatibus predictorum regni et comitatuum Provincie et Forcalquerii^(f) deputetur unus sacerdos in quolibet, qui continue celebret pro anima dicti domini regis, precessorum et successorum suorum, quibus⁹⁷ provideatur et provideri debeat de alimentis et aliis necessariis, principaliter secundum arbitrium

⁹⁵ Sénas, Bouches-du-Rhône, cant. Salon-de-Provence 1.

⁹⁶ Hugues de Baux comte d'Avellino, sénéchal des comtés de Provence et de Forcalquier (1343-1346).

⁹⁷ *Sic*, au pluriel, dans les différents *vidimus*, car renvoyant à la pluralité des prêtres qu'il faudrait désigner.

dicte domine regine ac aliorum gubernatorum, dispensatorum et administratorum prefatorum. Item voluit et ordinavit quod in omnibus et singulis conventibus regni et Provincie qualibet die in missis et vespers ordinetur fieri commemoratio pro anima sua ac dictorum precessorum et successorum suorum, et propterea certa elemosina deputetur secundum arbitrium principaliter ipsius domine regine et aliorum gubernatorum jamdictorum⁹⁸ ». Cumque de illustris domine Sanxie^(g) regine prefate reverende domine matris⁹⁹, gubernatricis, dispensatricis, rectoris et administratricis nostre principaliter et aliorum gubernatorum, dispensatorum, rectorum et administratorum nostrorum consilio, arbitrio et ordinatione procedat quod prescripte regie dispositiones avite in predictis comitatibus Provincie et Forcalquerii^(h) ducantur modo qui sequitur ad effectum, volumus et fidelitati vestre de predictis consilio, ascensu⁽ⁱ⁾, arbitrio et ordinatione mandamus quatenus tu presens senescalle, adhibitis tibi magistris rationalibus magne nostre curie dictarum Provincie partium, consiliariis, familiaribus et fidelibus nostris per te super hoc specialiter requirendis, quibus quod tecum ad subscriptorum executionem conveniant et intendant presentium tenore precipimus, quatenus^(j) statim una cum eis in qualibet subscriptarum ecclesiarum sacerdotem unum sufficientem et ydoneum, qui celebret in ea cotidie, et in quolibet subscriptorum conventuum commemorationem fieri die qualibet in missis et vespers pro animabus scilicet dicti domini avi nostri, precessorum et successorum suorum deputetis et ordinetis auctoritate presentium, ac etiam statuatis pro alimentis autem et aliis necessariis sacerdotum statuendorum et deputandorum per vos ad celebrationem eandem ac pro elemosina commemorationis predicte in dictis conventibus faciende stabiliatis pro parte curie nostre unicuique scilicet sacerdotum et conventuum predictorum annuas uncias auri tres ponderis generalis, cuilibet videlicet eorundem, super juribus, redditibus et proventibus clavarie illius terre¹⁰⁰ ubi celebratio seu commemoratio^(k) ipsa fiet, facturum fieri pro quolibet sacerdotum et conventuum prefatorum de solvendis eis anno quolibet predictis unciis auri tribus ad clavarios clavariarum ipsarum presentes et successive futuros cum inserta forma presentium tuas litteras oportunas quas tantumdem habere volumus efficacie, roboris et vigoris ac si^(l) proinde sub nostro nomine processissent. Et deinde tam tu ipse presens senescalle quam vos alii successive futuri non impediatis in aliquo solutionem eandem. Ymo clavarios ipsos ad illam, sicut predicatur, faciendam quilibet vestrum officii sui tempore, si et prout opus fuerit, debitis oportunisque remediis

⁹⁸ Les deux dispositions copiées sont conformes au testament de Robert du 16 janvier 1343, d'après le *vidimus* établi le 27 janvier 1343 à Naples devant Sancia, conservé aux AD13, B 528.

⁹⁹ Biologiquement, Jeanne était la fille de Marie de Valois († 1331), deuxième épouse de Charles de Calabre, et la petite-fille de Yolande d'Aragon († 1302), première femme de Robert. Celui-ci n'épousa Sancia qu'en secondes noces (1304).

¹⁰⁰ Dans les deux textes ici édités, *terra* s'emploie au sens, ordinaire en Italie, de bourg ou de cité.

compellatis, ordinatione seu mandato quocumque contrario per quod effectus presentium impediri possit in aliquo vel differri executioni earum nullatenus obsistente. Nomina vero ecclesiarum et conventuum predictorum sunt hec videlicet : major ecclesia, conventus minorum, predicatorum et augustinencium de civitate Nicie ; ecclesia major, conventus minorum et predicatorum de civitate Grasse ; major ecclesia^(m) et conventus minorum de civitate Forojulii ; conventus minorum, predicatorum et augustinencium de Draguiniano ; conventus minorum, predicatorum et augustinencium de Brinonia ; conventus predicatorum de Sancto Maximino ; conventus minorum de Areis ; major ecclesia et conventus predicatorum de Tholono ; major ecclesia, conventus minorum, predicatorum, augustinencium et carmelitarum de Massilia ; major ecclesia, conventus minorum, predicatorum et carmelitarum de Aquis ; conventus minorum⁽ⁿ⁾ de Barjolis ; major ecclesia, conventus minorum, predicatorum et carmelitarum de Arelate^(o) ; ecclesia Sancte Marthe et conventus minorum et predicatorum de Tharascono^(p) ; major ecclesia, conventus minorum, predicatorum, augustinencium et carmelitarum de Avinione ; major ecclesia, conventus minorum et predicatorum de Apta ; conventus minorum et predicatorum de Aurayca ; conventus minorum, predicatorum et augustinencium de Forcalquierio^(q) ; major ecclesia, conventus minorum, predicatorum, augustinencium et carmelitarum de Sistarico ; conventus minorum et predicatorum de Barcelona ; conventus minorum et predicatorum de Pugeto Theneorum ; major ecclesia, conventus minorum et predicatorum de Digna ; major ecclesia, conventus minorum et predicatorum de Ebreduno^(r) ; et conventus Minorum de Sedena. Presentes autem litteras per vos senescallos, tempore amotionum^(s)strarum ab eodem senescallatus officio, dari volumus alterutrum in pendenti per quemlibet vestrum, sui officii tempore prout ad eum spectaverit tenaciter observandas. Datum Neapoli in camera nostra, anno Domini millesimo CCC^{mo} XLIII^o, die IIII^o(t) septembris, XII^e indictionis, regnorum nostrorum anno primo.

4. Cum igitur, confisi de vita, moribus et honestate Durandi Albanee de Senassio diacono, de capellania in ecclesia majori civitatis Massilie per alias sue comissionis litteras ad gagia trium unciarum per annum sibi duxerimus providendum, volumus et vobis reginali qua fungimur auctoritate expresse mandamus quatenus prefato diacono Durante annis singulis, donec in predicta serviverit ecclesia divina officia celebrando, tam tu presens clavarius quam vos alii successive futuri officiorum vestrorum temporibus de quacumque pecunia vestri officii predictas uncias tres vel communem valorem ipsarum presentium auctoritate solvatis, et recipiatis ab eo de hiis que sibi propterea solveritis singulis vicibus apodixam. Presentes, postquam in cartulariis rationumstrarum regestraveritis, restitui volumus presentanti. Datum Avinioni per virum nobilem dominum Guillelmum de Berrucis, juris civilis professorem, majorem et secundarum appellationum judicem comitatuum predictorum, anno Domini millesimo CCC^{mo} XLIII^o, die XXVI julii, XII^e indictionis.

5. Tenor alterius littere :

6. Hugo, dominus Baucii, comes Avellini, comitatum Provincie et Forcalquerii^(u) senecallus clavariis civitatis Masillie presenti et futuris salutem et dilectionem sinceram. Quia nuper discreto viro Durando de Senassio, diacono et familiari nostro, de altera ex capellaniis dudum ordinatis per clare memorie dominum Robertum, Dei gratia Jerusalem et Sicilie regem illustrem, in certis ecclesiis comitatum predictorum in ecclesia catredali¹⁰¹ civitatis Massilie ad gagia trium unciarum per annum per alias nostras litteras duxerimus providendum, volumus igitur et vobis expresse mandamus quatenus statim de quacumque phiscali pecunia tui officii tu presens clavarius medietatem dictorum gagiorum et reliquam medietatem die prima futuri mensis maii prefato Durando, donec per se vel substitutum ydoneum in dicta capellania servierit divina officia celebrando, auctoritate presentium exhibeas atque solvas^(v), et deinde vos alii successive futuri clavarii predicta gagia, videlicet medietatem in festo Sanctorum omnium et aliam medietatem prima die mensis maii, annis singulis officiorum vestrorum temporibus prefato Durando seu substituto^(w) ejusdem exhibeatis integre et solvatis, et recipiatis ab eo de hiis que sibi aut dicto suo substituto solveritis singulis vicibus ydoneas apodixas, presentibus ipsarum tenore penes vestrum quemlibet in publica forma retento remanentibus presentanti. Datum Avinioni per virum nobilem dominum Guillelmum de Berrucis, juris civilis professorem, majorem et secundarum appellationum judicem comitatum predictorum, anno Domini millesimo CCC^o XLIII^o, die XVI novembris, XIII indictionis.

7. De quarum quidem litterarum continentia et tenore dictus clavarius pro ejus cautela petiit sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum. Actum Massilie in clavaria reginali dicte civitatis. Testes fuerunt presentes videlicet : dominus Rostagnus Barralerii, capellanus et clericus beneficiatus ecclesie Beate Marie Majoris Massilie ; dominus Bertrandus Rostagni^(x), prior de Meuna¹⁰², capellanus ; Robertus Albaresterii^(y) et Poncius Ribe, familiares Guillelmi de Pavia¹⁰³, subvicarii Massilie¹⁰⁴ ; et ego Garinus Anthonii, notarius publicus in comitatibus Provincie et Forcalquerii^(z) auctoritate reginali constitutus, qui requisitus et rogatus hanc cartam scripsi et signo meo consueto signavi [Seing notarial].

¹⁰¹Métathèse pour *cathedrali*. La forme « castredal » est bien connue en ancien provençal (F. MISTRAL, *Lou Tresor dóu Felibrige*, t. 1, Barcelone, Edicioun Ramoun Berenguié, 1968 [3^e éd.], p. 496, s. v. « catedralo »).

¹⁰² Méounes-lès-Montrieux, Var, cant. Garéoult.

¹⁰³Pavie, en Lombardie.

¹⁰⁴Ce personnage pourrait être le viguier d'Arles de même nom, cité en 1317, ou son descendant : J.-L. BONNAUD, *Un État en Provence. Les officiers locaux du comte de Provence au XII^e siècle (1309-1382)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, Annexe 2, n° 812.

Au dos, en cursive du XIV^e siècle¹⁰⁵ :

Instrumentum de tenore litterarum Duranti Albanee, dyaconi, de capellania ecclesie de Majori¹⁰⁶ provisionis.

Clausula super capellaniis testamenti regis Roberti¹⁰⁷.

(a) forc ms. 1. (b) clivitatis ms. 1. (c) silicet ms 1. (d) forc ms. 1. (e) forc ms. 1. (f) forc ms. 1. (g) sancce ms. 2. (h) forc ms. 1. (i) *sic pour assensu ms. 1, assensu ms. 2 et 3.* (j) *sic réitération ms. 1, omis ms. 2 et 3.* (k) comemoratio ms. 1. (l) su ms. 1. (m) ecclesia ms. 1. (n) major ms. 1, miniorum ou mimorum ms. 2. (o) de arelate *omis et ajouté en marge inférieure ms. 1, de aralate ms. 2 et 3.* (p) tarascone ms. 2 et 3. (q) forc^o ms. 1, forqualquerio ms. 2, forchio ms. 3. (r) de ebreduno : de ebredunen ms. 2, sedis ebredunensis ms. 3. (s) anmotionum ms. 1, amossionum ms. 2. (t) die quarta ms. 2. (u) forc ms. 1. (v) solvat ms. 1. (w) sustituto ms. 1. (x) rost ms. 1. (y) albaresterii ou albarestarii ms. 1. (z) forc ms. 1.

II) Inventaire complémentaire (extraits)

Naples, 8 avril 1345

Jeanne 1^{re} a été informée d'erreurs commises dans ses lettres du 4 septembre 1343, quant aux fondations pieuses décidées après le décès du roi Robert dans les comtés de Provence et de Forcalquier. Certains couvents, pourtant cités, n'existent pas. D'autres ont été oubliés. La reine les ajoute à la liste des fondations. Elle en retranche les franciscains d'Embrun, précédemment retenus, car installés en terre étrangère.

D. Parchemin en bon état, doc. 4. Le présent document (cité ms. 1) est collationné avec un autre vidimus : doc. 6 (cité ms. 2). Les variantes majeures sont seules mises à profit ou signalées.

1. Johanna [...] senescallis comitatum nostrorum Provincie et Forcalquerii, vel eorum locumtenentibus^(a), presenti^(b) et futuris fidelibus nostris

¹⁰⁵S'ajoutent diverses notations archivistiques modernes ou contemporaines.

¹⁰⁶La Major, surnom que porte encore la cathédrale Sainte-Marie de Marseille.

¹⁰⁷Note indiquée par une manicule.

gratiam et bonam voluntatem. Olim senescallis dictorum comitatum nostrorum Provincie^(c) et Forcalquerii^(d) tunc presenti et successive futuris litteras nostras duximus in hac forma^(e) :

2. Johanna^(f) [...] ¹⁰⁸.

3. Accidit autem, propter sinistram et defectivam informationem que tunc de conventibus dictorum comitatum Provincie et Forcalquerii dicte nostre curie facta fuit, quod subscripti conventus de dictis minorum, augustinencium ac etiam carmelitarum ordinibus infra fines eorundem comitatum existentes in prescriptis nostris litteris ommittuntur, et nominatur in eis conventus dicti ordinis fratrum minorum in Ebreduno^(g) quod extra fines eorundem comitatum^(h) situatur, quin etiam multi prebitorum⁽ⁱ⁾ conventuum non habentur nec fuerunt aliquando in aliquibus ex prenomatis civitatibus atque locis in quibus esse ponuntur secundum earundem continentiam litterarum. Ideoque pro parte predictorum subscriptorum conventuum ommissorum fuit excellentie nostre supplicatum humiliter ut, cum prefato faciente defectu nondum receperint ordinationem commemorationis prefate et stablitionem elemosine jamdicte, per consequens ordinare fieri predictam commemorationem die qualibet^(j) in missis et^(k) vespers pro anima dicti domini avi nostri, precessorum et successorum suorum in unoquoque conventuum eorundem ac mandare stabliri eis exinde prefatam elemosinam annuam, sicut de prescriptis aliis conventibus factum fuit, per nostras litteras dignaremur. Nos autem, in exequutione predictae regie dispositionis avite nolentes aliquem intervenire defectum, volumus et fidelitati vestre de consilio, arbitrio et assensu gubernatorum et administratorum nostrorum presentium tenore precipimus quatenus tu prenominate presens senescalle seu locumtenens, adhibitis tibi predictis magistris rationalibus magne nostre curie dictarum Provincie partium [...], statim una cum eis in quolibet subscriptorum conventuum ommissorum ordines fieri commemorationem prefatam^(l) stablillasque propterea prefatam elemosinam annuam [...], pro futuro tamen tempore a die ordinationis et stablitionis ipsarum in antea numerando, quod, si forsan^(m) aliqui eorundem conventuum subscriptorum existerent in aliqua civitate que immediate ad nostram excellentiam non spectaret et proinde redditus civitatis ipsius non prefate⁽ⁿ⁾ curie nostre sed baronibus a nobis illos^(o) habentibus provenirent, tu prefatam^(p) stablitionem facias eisdem conventibus super juribus, redditibus et proventibus clavarie aliarum terrarum nostrarum nobis immediate spectantium que sunt hujusmodi conventibus habilius adjacentes, et, quia sicut prescribitur predicta civitas Ebreduni^(q) posita est extra confinia comitatum predictorum propter quod in conventu minorum civitatis ejusdem prefata commemoratio dictaque stablilio contra mentem prefate dispositionis regie processerunt, tu etiam statim^(r) ordinationem et stablitionem easdem perpetuo revoces et annules [...]. Nomina vero predictorum conventuum ommissorum hec esse dicuntur videlicet : conventus carmelitarum in terris^(s) Nicie,

¹⁰⁸Reproduction des lettres du 4 septembre 1343.

Luci, Aurayce, Apte, Manuasce, territorii de Trevanis^{(t)109} seu bajulia de Mosteriis, in heremo et territorio de Massilia^(u) in quo alias vocatur conventus Aquilitarum^{(v)110} ; conventus minorum in terris Rellane, Manuasce, Regii, Vapicensi^(w) et Sistarici ; et convenus augustinencium in terris Grasse, Barjolis^(x), Aquis, Aralate, Castellane et Pugeti Thenearum [...]. Datum Neapoli in camera nostra, anno Domini millesimo CCC XLV, die VIII^o aprilis, XIII indictionis, regnorum nostrorum anno tertio.

(a) locumten *ms. 1.* (b) *sic ms. 1 et 2.* (c) olim [...] provincie *omis ms. 1.* (d) et forcalquerii *omis ms. 1 et 2.* (e) tunc [...] forma *omis ms. 1.* (f) *omis ms. 1.* (g) ebredunio *ms. 1.* (h) contatuum *ms. 1.* (i) predictorum *ms. 2.* (j) de quilibet *ms. 1.* (k) *omis ms. 1.* (l) prefectam *ms. 1.* (m) forsitan *ms. 2.* (n) prefacte *ms. 1.* (o) illas *ms. 1 et 2.* (p) prefectam *ms. 1.* (q) ebredunii *ms. 1.* (r) *omis ms. 1.* (s) in terris *omis ms. 1.* (t) tervanis *ms. 1.* (u) de massilia : massilie *ms. 2.* (v) *leçon incertaine ms. 1, selon ms. 2.* (w) vapiceni *ms. 1,* vapicen *ms. 2.* (x) barjoli *ms. 2.*

III) Répertoire récapitulatif 1343 et 1345

Indications des lettres de Jeanne 1^{re} du 4 septembre 1343 en romain ; ajouts, selon les lettres du 8 avril 1345, en *italique*.

Aix : cathédrale, franciscains, dominicains, carmes, *augustins*.

Apt : cathédrale, franciscains, dominicains, *carmes*.

Arles : cathédrale, franciscains, dominicains, carmes, *augustins*.

Avignon : cathédrale, franciscains, dominicains, augustins, carmes.

¹⁰⁹ *Conventus fratrum Sancti Andree de Valle Bonella*, selon doc. 6, soit le « monastère carme de Saint-André de Trévans ou de Valbonnette », abattu en 1575, au-dessus de l'Estoublaisse, au lieu-dit aujourd'hui de la Chapelle Saint-André, sur le commune d'Estoublon, Alpes de Haute-Provence, cant. Riez (J. -F. CRUVELLIER, *Histoire de Barrême*, Calais, Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes, 1889, p. 43 ; Th. PÉCOUT, « Du monasterium au prieuré : Estoublon et ses marges entre XI^e et XIV^e siècle », dans Ph. BORGARD (dir.), *Estoublon, de la période antique aux temps médiévaux*, Valensole, Aurorae libri, 2012, p. 39-89).

¹¹⁰ Bien que ce nom soit mal rapporté, l'on reconnaît l'ermitage des Aygalades, première implantation des carmes près de Marseille (avant 1248), à laquelle s'ajouta un couvent en ville sur la fin du XIII^e siècle : É. BARATIER, « Le mouvement mendiant à Marseille », *Cahiers de Fanjeaux*, 8, 1973, p. 182-183.

Barcelonnette : franciscains, dominicains.

Barjols : franciscains, *augustins*.

Brignoles : franciscains, dominicains, augustins.

Castellane : *augustins*.

Digne : cathédrale, franciscains, dominicains.

Draguignan : franciscains, dominicains, augustins.

Embrun : cathédrale, (franciscains)¹¹¹, dominicains.

Forcalquier : franciscains, dominicains, augustins.

Fréjus : cathédrale, franciscains.

Gap : *franciscains*.

Grasse : cathédrale, franciscains, dominicains, *augustins*.

Hyères : franciscains.

Le Luc : *carmes*.

Manosque : *franciscains, carmes*.

Marseille : cathédrale, franciscains, dominicains, augustins, carmes (couvent urbain), *ermitage des carmes*.

Nice : cathédrale, franciscains, dominicains, augustins, *carmes*.

Orange : franciscains, dominicains, *carmes*.

Puget-Théniers : franciscains, dominicains, *augustins*.

Reillanne : *franciscains*.

¹¹¹ Commémorations supprimées par les lettres du 8 avril 1345.

Riez : *franciscains*.

Saint-Maximin : dominicains.

Seyne-les-Alpes : franciscains.

Sisteron : cathédrale, franciscains¹¹², dominicains, augustins, carmes.

Tarascon : église Sainte-Marthe (prieuré de chanoines), franciscains, dominicains.

Toulon : cathédrale, dominicains.

Trévans¹¹³ : *carmes*.

¹¹²Fondation répétée dans les lettres du 8 avril 1345.

¹¹³Commune disparue, rattachée depuis 1973 à Estoublon.

